



Implications de la crise du coronavirus pour le développement rural

Révisé le 16 juin 2020

La présente note porte sur les implications du COVID-19 sur le développement rural et sur les mesures que les pays membres de l'OCDE adoptent pour y faire face. Dans un premier temps, elle aborde les répercussions économiques sur les régions rurales avant de cerner les possibilités et les défis qui y sont associés. La note indique ensuite dans les grandes lignes comment les gouvernements réagissent à la crise et explique comment ils peuvent se préparer à exploiter les possibilités. Les délégués du Groupe de travail des politiques rurales ont discuté et mis en commun leurs éléments d'information pour ébaucher une première version de cette note lors de leur 23e réunion le 20 avril 2020. Ils ont fourni des exemples qui ont été intégrés. Cette note sera mise à jour ultérieurement afin d'y intégrer les nouveaux éléments d'information fournis par les pays.



Introduction

Chaque crise majeure, comme la pandémie de coronavirus (COVID-19), nous donne l'occasion de repenser nos systèmes et de les rendre plus résilients aux chocs futurs. C'est également vrai pour les régions rurales. Les économies rurales fournissent des biens et des services essentiels, dont des produits alimentaires et de l'énergie, aux ménages, aux hôpitaux et aux établissements de santé pendant les périodes de confinement. Dans certains pays, les zones rurales servent également de lieu de vie temporaire, mais sûr, aux citadins. Si l'on considère le long terme, la pandémie pourrait modifier les modèles de production et de consommation, les habitudes de travail à distance et les formes de mobilité, ce qui pourrait ouvrir de nouvelles possibilités de croissance durable dans les régions rurales. Le réexamen de la mondialisation des chaînes de production pourrait également offrir de nouvelles perspectives dans certaines zones rurales.

Cependant, les entreprises et les habitants des zones rurales sont soumis à différentes pressions, dont celles apparues avec la pandémie et les mesures de confinement subséquentes. Les caractéristiques démographiques (plus forte proportion de personnes âgées) et géographiques (plus grandes distances à parcourir pour accéder aux structures de santé), combinées à des personnels et établissements de santé en nombre inférieur, diminuent indéniablement la capacité des régions rurales à prendre des mesures de lutte contre la pandémie. De plus, le ralentissement de la demande mondiale porte préjudice à certains secteurs primaires, et la poursuite du ralentissement des échanges et de la demande mondiale frappera durement les économies rurales, ces dernières s'appuyant davantage sur les activités pouvant faire l'objet d'échanges internationaux, telles que l'exploitation minière et le tourisme.

Dans ce contexte, la présente note évalue les effets potentiels de la pandémie sur l'économie et le bien-être des régions rurales à court et moyen/long terme, les défis à relever, mais recense également un certain nombre de possibilités qui pourraient voir le jour. Enfin, elle décrit un certain nombre de mesures prises par les pouvoirs publics se rapportant aux zones rurales.

COVID-19 : quels effets économiques et sociaux sur les régions rurales ?

Plusieurs facteurs entrent en jeu. À court terme, l'installation temporaire des citadins dans les zones rurales peut avoir eu des effets positifs sur la consommation, malgré la baisse générale de la demande liée aux mesures de confinement. En analysant les données sur les transactions, des chercheurs américains ont observé une hausse de la consommation des biens de consommation primaires, tandis que la demande de produits de luxe a diminué dans les zones urbaines comme dans les zones rurales¹. Ces tendances pourraient profiter aux zones rurales spécialisées dans la production agricole.

Néanmoins, les régions rurales sont particulièrement vulnérables pour les raisons suivantes :

- Une forte proportion de la population présente un risque plus élevé de contracter une maladie grave, notamment les personnes âgées et les personnes pauvres.
- L'économie est beaucoup moins diversifiée.
- Une part plus importante de travailleurs occupe un emploi dans les secteurs essentiels (agriculture, transformation alimentaire, etc.) et la capacité à accomplir ce type de travail depuis chez soi est limitée. Le télétravail et la distanciation physique sont donc beaucoup plus difficiles à mettre en place.

¹ Baker, Scott R., et al. *How does household spending respond to an epidemic? Consumption during the 2020 covid-19 pandemic*. No. w26949. National Bureau of Economic Research, 2020, <https://www.nber.org/papers/w26949.pdf>.



- Le faible niveau de revenus et d'épargne peut avoir contraint les individus à continuer à travailler ou à ne pas se rendre à l'hôpital lorsqu'ils en avaient besoin.
- Les établissements de santé ne sont généralement pas équipés pour faire face au COVID-19 (manque d'unités de soins intensifs et de médecins spécialistes).
- Il faut parcourir de plus longues distances pour se rendre à l'hôpital, dans un centre de tests, etc.
- Ces zones sont touchées par la fracture numérique : l'accessibilité à internet (couverture réseau et vitesse de connexion) est plus faible et moins de personnes disposent de l'équipement approprié et des compétences nécessaires pour l'utiliser².

Bien que les secteurs primaires, en particulier l'agriculture, fassent partie des activités essentielles, et continuent donc de fonctionner en période de confinement, les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, qui jouent un rôle clé dans les économies rurales, sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre. Les pénuries de travailleurs saisonniers et temporaires constituent un défi de taille : certains territoires qui font appel à des travailleurs saisonniers étrangers ont indiqué qu'ils pourraient perdre une saison de plantation, la fermeture des frontières ayant empêché la circulation des travailleurs³. Le renforcement du contrôle des échanges de marchandises nuit également aux marchés alimentaires et pourrait créer un fardeau supplémentaire pour les entreprises du secteur alimentaire en zone rurale⁴. La crise actuelle perturbe également le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire, en particulier du fait de la pénurie de main-d'œuvre et de la perturbation des services de transport et de logistique⁵.

Ces perturbations affectent le secteur agroalimentaire de certaines régions rurales, faisant baisser le prix de certains produits et exerçant une pression sur les entreprises rurales. Par exemple, au Royaume-Uni, un quart des exploitations laitières ne sont plus viables financièrement en raison de la chute de la demande et du prix du lait⁶. Les répercussions sur la demande de produits alimentaires sont particulièrement importantes pour les fournisseurs des secteurs de l'aviation et du tourisme. Parmi les autres freins figurent les conditions de crédit plus strictes, les retards ou les pénuries d'approvisionnement pour les usines de transformation et les agriculteurs dans les zones rurales (pénurie d'emballages pour certains produits agroalimentaires en Europe).

Les régions rurales devront également faire face à des difficultés importantes pour assurer les services publics. Avec la hausse de la demande de services de santé publique, les petites régions rurales seront confrontées à des pénuries particulièrement aiguës de personnel de santé, problème qui pourrait être exacerbé par la hausse de la demande si les citoyens viennent temporairement augmenter la population rurale. En outre, la part de la population à risque est élevée dans certaines collectivités rurales. Celle-ci comprend les personnes âgées, les mineurs (aux États-Unis par exemple, les travailleurs des mines de

² <https://www.centreforcities.org/blog/how-will-coronavirus-affect-jobs-in-different-parts-of-the-country/>

³ <https://ofa.on.ca/newsroom/ofa-statement-on-emerging-farm-labour-issues/>

⁴ <http://www.fao.org/3/ca8308en/ca8308en.pdf>

⁵ https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=130_130816-9uut45lj4q&title=Covid-19-and-the-food-and-agriculture-sector-issues-and-policy-responses

⁶ <https://ft.com/giftarticle/actions/redeem/2f241b70-42da-498b-b791-32cdec2dca62>



charbon ont plus de risques de souffrir de problèmes respiratoires)⁷, les peuples autochtones⁸ et les populations dont le taux de tabagisme⁹ et d'obésité est élevé¹⁰.

Les collectivités rurales spécialisées dans des secteurs particulièrement touchés peuvent être plus vulnérables au ralentissement global. L'exploitation minière ou l'extraction pétrolière et gazière, les transports, les services d'emploi, l'organisation de voyages, ainsi que les loisirs et l'hôtellerie font partie des secteurs vulnérables¹¹ identifiés. Par exemple, l'OCDE estime que l'économie du tourisme international devrait enregistrer un repli de 60 % à 80 % en 2020. Toutefois, en fonction des pays, les régions rurales pourraient voir le tourisme intérieur augmenter du fait du remplacement des voyages internationaux. Dans le cas de l'exploitation minière, contrairement à la crise financière de 2008, la chute de la demande de minéraux et de métaux s'est accompagnée d'un bouleversement du côté de l'offre en raison des restrictions imposées aux activités minières, frappant en particulier les régions minières. À l'inverse, les régions rurales spécialisées dans l'agriculture pourraient s'avérer plus résilientes¹².

S'agissant des régions rurales spécialisées dans le secteur manufacturier, leur vulnérabilité dépendra de la participation aux chaînes de valeur mondiales. Le rapprochement de la production et de l'approvisionnement des utilisateurs finaux pourrait également ouvrir de nouvelles possibilités dans certaines zones rurales, du fait de la hausse de la demande de services essentiels et de produits de proximité.

À court et à moyen terme, les régions rurales resteront vulnérables, le ralentissement économique mondial se poursuivant. L'écart de PIB par habitant, de niveau de production et d'offre de services entre zones rurales et métropolitaines s'est creusé depuis la crise financière mondiale de 2008, en raison d'une plus faible diversification et d'une plus grande dépendance vis-à-vis des marchés de biens primaires exportables (matières premières, exploitation forestière, agroalimentaire) et des importations de matières premières non primaires ou de produits intermédiaires par rapport aux villes. Cet écart s'accroîtra probablement¹³ dans les années à venir. De même, au lendemain de cette crise, les secteurs économiques des zones rurales (exploitation minière et exploitation forestière) pourraient chercher à accélérer l'automatisation de certaines tâches, mettant à l'épreuve les marchés du travail locaux. Par ailleurs, la crise du COVID-19 pourrait accélérer l'adoption et l'utilisation des technologies numériques dans les zones rurales, augmentant l'attractivité des zones rurales pour les personnes et les entreprises. Les différences d'accès aux services numériques pendant la pandémie ravivent le débat politique sur l'accès à un service haut débit de qualité dans l'ensemble du territoire comme droit fondamental de développement. De ce fait,

⁷ <https://www.forbes.com/sites/claryestes/2020/03/17/coronavirus-and-rural-america/#1eb4136e108d>

⁸ D'après les Nations Unies, les peuples autochtones sont des peuples qui habitaient un pays avant sa colonisation et qui se considèrent comme tels en tant que descendants de ces peuples, et qui appartiennent aux institutions sociales, culturelles ou politiques qui les gouvernent. Ils ont des biens et des connaissances uniques qui contribuent à relever des défis mondiaux tels que la durabilité environnementale et qui contribuent à renforcer les économies régionales et nationales.

⁹ <https://www.cdc.gov/tobacco/disparities/geographic/index.htm>

¹⁰ <https://www.cdc.gov/media/releases/2018/s0614-obesity-rates.html>. Additional research on obesity trends between urban and rural areas available in: <https://www.nature.com/articles/s41586-019-1171-x>

¹¹ Research note developed by Mark Zandi, Chief economist of Moody's, <https://www.economy.com/economicview/analysis/378644/COVID19-A-Fiscal-Stimulus-Plan>.

¹² Muro, M., Maxim, R. and J. Whiton "The places a COVID-19 recession will likely hit hardest" March 17, 2020. Brookings Institute. (<https://www.brookings.edu/blog/the-avenue/2020/03/17/the-places-a-covid-19-recession-will-likely-hit-hardest/>)

¹³ Goldberg, Pinelopi (2020). "Policy in the time of coronavirus." in *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes*, eds Richard Baldwin and Beatrice Weder di Mauro. VOX (<https://voxeu.org/content/mitigating-covid-economic-crisis-act-fast-and-do-whatever-it-takes>)



il est très important de cerner les possibilités que cette crise fait naître et d'élaborer des stratégies appropriées pour en tirer parti.

Cerner les possibilités

La crise du COVID-19 accélère l'utilisation et la diffusion des outils numériques. Les mesures de confinement encouragent le travail et l'apprentissage à distance, de même que les services en ligne. Ce phénomène est particulièrement important dans les zones rurales où les distances et les trajets quotidiens sont généralement plus longs. Toutes ces évolutions pourraient renforcer l'attractivité des zones rurales.

Les individus modifiant leurs habitudes et étant davantage disposés à adopter les outils numériques, les opérateurs publics et privés pourraient accroître leurs investissements pour tirer parti des avantages potentiels. Dans les zones rurales, la connectivité accrue des services pourrait dégager de nouvelles possibilités de travail, de synergie et d'intégration régionale entre les régions rurales et les zones environnantes.

Par conséquent, la pandémie de COVID-19 pourrait favoriser l'apparition de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois qui proposent des solutions numériques et relient les villes et les zones rurales de façon plus intégrée. En raison de la forte concentration d'emplois dans les grandes zones urbaines, l'utilisation de réseaux distribués éloignés pourrait renforcer les liens entre zones rurales et urbaines. Ce concept correspond également à une évolution actuelle des méthodes de travail : le mode de travail traditionnel dans un bureau perd du terrain au profit de méthodes plus flexibles, dont le travail à domicile, le travail dans de nombreux fuseaux horaires différents et le travail nomade (travailleurs à distance se déplaçant à plusieurs endroits).

L'évolution des préférences gouvernementales et sociales vers les services de proximité, la consommation locale et la relocalisation des secteurs stratégiques pourrait aussi ouvrir des possibilités :

- Les acheteurs pourraient favoriser les produits et les sites de tourisme locaux, ainsi que la production des entreprises et des producteurs primaires locaux de petite taille. Ainsi, en termes de tourisme, les destinations précédemment très prisées pourraient enregistrer de fortes baisses des flux touristiques alors que les destinations rurales moins courues pourraient gagner en popularité. La région de la Vénétie (Italie), par exemple, prévoit dans son plan de relance de mettre en avant les sites classés au patrimoine de l'UNESCO moins connus afin de réorienter les nombreux touristes de Venise vers d'autres sites¹⁴.
- Dans certains pays de l'OCDE, les discussions au sujet de la relocalisation et du rapatriement des secteurs industriels stratégiques qui ont été délocalisés (matières premières) peuvent relancer les économies rurales qui accueilleraient ces activités.

Ces changements pourraient également favoriser la transition vers une économie neutre en carbone. L'effet positif des mesures de confinement sur la pollution et les niveaux d'émissions de CO₂ pourrait amener la société à demander des mesures en faveur d'une croissance verte et durable. Le processus de reprise devrait accélérer la transition vers une économie neutre en carbone en proposant des trajectoires de développement durables aux collectivités rurales, notamment celles qui dépendent d'activités économiques extractives.

En effet, les zones rurales jouent un rôle clé dans la transition environnementale et énergétique à au moins deux points de vue :

- Tout d'abord, les secteurs économiques ruraux, tels que l'agriculture, l'exploitation minière et l'exploitation forestière sont d'importants émetteurs de gaz à effet de serre. La réduction des

¹⁴ OECD (2020), Tourism Policy Responses, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=124_124984-7uf8nm95se&title=Covid-19_Tourism_Policy_Responses

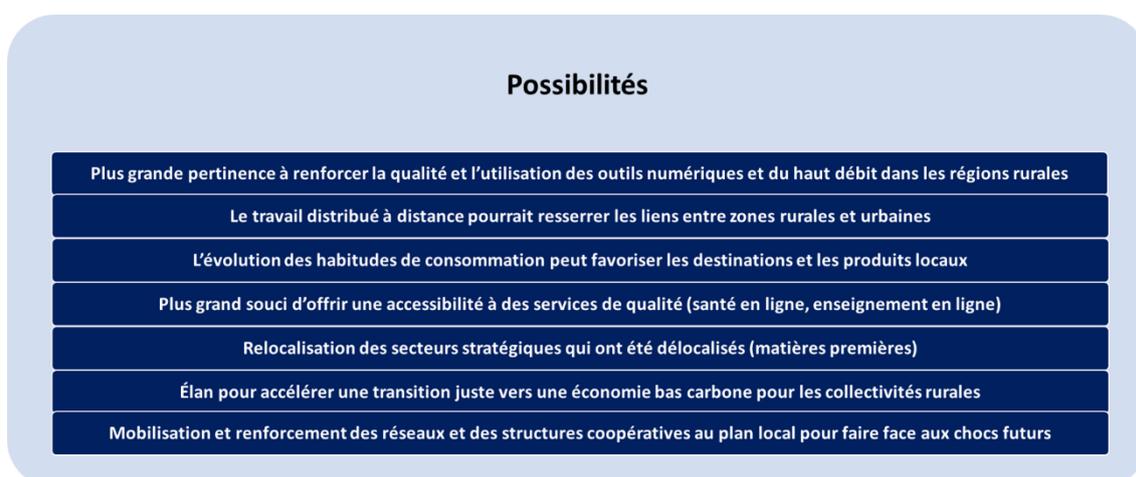


émissions dans ces secteurs afin d'éviter les répercussions les plus graves du changement climatique et de préserver la biodiversité, tout en maintenant leur viabilité économique, sera une priorité majeure dans les années à venir.

- Ensuite, les zones rurales abritent la grande majorité des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles essentielles à l'absorption du CO₂, à la prestation des services écosystémiques et à la préservation de la biodiversité. Pour favoriser la reprise au sortir de la crise du COVID-19, il sera essentiel d'aider les pays à élaborer des modes de développement économique rural qui soient respectueux du climat.

Enfin, cette crise offre l'occasion aux collectivités rurales de mobiliser et de renforcer leurs structures coopératives et leurs réseaux locaux pour faire face au choc économique. Les réseaux collectifs resserrés, capables de s'auto-organiser pour s'adapter aux changements structurels, sont généralement profitables aux zones rurales. Les initiatives locales qui sont apparues temporairement pour pallier les effets économiques et sociaux immédiats de la pandémie (service de transport local véhiculant le personnel médical et les personnes âgées) peuvent constituer des mécanismes utiles pour favoriser le bien-être et la cohésion dans les collectivités rurales à long terme. Le Graphique .1 résume les principales possibilités qui s'offrent aux zones rurales du fait de la crise du COVID-19.

Graphique .1. Possibilités apparaissant avec la crise du COVID-19



Source : Élaboré en interne

Se préparer à relever les défis à venir

Le premier défi immédiat est de déterminer comment fournir les services médicaux essentiels et des centres de tests aux habitants des zones rurales, en particulier au vu de la part élevée de groupes de population vulnérables dans les zones rurales, notamment les personnes âgées et les populations autochtones.

Les pays et les gouvernements infranationaux devront mettre en œuvre des solutions novatrices (par exemple, services médicaux mobiles) pour fournir des services de santé aux personnes âgées. Les zones rurales doivent également repérer les éventuelles pénuries de personnel de soins et de personnel médical, et élaborer leurs plans en conséquence. Cet aspect est particulièrement important étant donné la forte proportion de personnes âgées ayant besoin de services d'aide et de soins en direct. Certaines mesures sont actuellement mises en œuvre, comme le décrit la section suivante. La capacité des zones rurales à mettre en place les mesures nationales d'urgence actuelles (par exemple, zones de quarantaine) suscite l'inquiétude, étant donné leur faible capacité administrative (par exemple, ressources en personnel).



En outre, dans différents pays, un certain nombre de citoyens ont quitté la ville pour passer le confinement dans des résidences secondaires ou avec leur famille dans des régions rurales. Cette circulation des personnes augmente le risque de propagation du virus dans les zones à faible densité de population. Ce phénomène pourrait accentuer la pression sur les services de santé publique conçus pour un nombre d'habitants plus limité.

Les informations fragmentaires affectent également la capacité de préparation et de réaction des régions rurales, en particulier celles éloignées. Cependant, certaines autorités locales demandent une meilleure communication des informations sur la situation dans les régions ou les grandes villes voisines afin de prendre des dispositions sanitaires et de tirer des enseignements des autres régions rurales¹⁵.

Comment tirer parti des possibilités à venir

Les actions engagées à court terme pendant la crise du COVID-19 ont avant tout été des mesures d'urgence visant à améliorer la santé et l'accès aux services médicaux, ainsi qu'à maintenir les services essentiels dans les zones rurales. Elles ont mis en lumière la grande vulnérabilité de certaines collectivités rurales. Les inégalités criantes au sein des pays nécessitent des mesures qui peuvent améliorer la résilience des collectivités rurales vulnérables aux chocs actuels et à venir. Les mesures permettant d'accélérer la transformation numérique et de fournir les services essentiels de façon innovante devraient être au premier rang des priorités des pouvoirs publics. Outre ces mesures, voici quelques autres mesures utiles pour tirer parti de certaines possibilités :

- Accélérer les investissements dans l'**infrastructure numérique** et soutenir l'écosystème afin d'accroître l'adoption des outils numériques dans les zones rurales.
- Encourager le recours aux **services à distance** en adaptant mieux les règles nationales aux spécificités des collectivités rurales, en formant les enseignants et les professionnels de la santé à l'adoption des modes de prestation des services à distance.
- Offrir une **aide financière et technique** pour soutenir les projets communautaires et les projets d'innovation sociale qui visent à protéger les citoyens les plus vulnérables dans les zones rurales, dont les personnes âgées et les migrants.
- Inclure des **critères de durabilité** dans les mesures de relance liées au COVID-19 afin que celles-ci contribuent également à la résilience à long terme en agissant sur le changement climatique et la transition écologique.
- Appuyer la **résilience des collectivités rurales** en renforçant les réseaux de solidarité sociale qui répondent aux besoins essentiels des citoyens vulnérables des zones rurales.

Les communautés autochtones qui vivent dans des zones rurales sont confrontées à des défis particuliers. Il y a environ 39 millions d'Autochtones répartis dans 13 pays de l'OCDE¹⁶. Certains pays qui travaillent en étroite collaboration avec l'OCDE comptent également d'importantes populations autochtones (par exemple, l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, l'Indonésie et le Pérou). Les Autochtones ont presque trois fois de plus de chances de vivre dans l'extrême pauvreté, de sorte qu'il est plus difficile pour eux de

¹⁵ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/creuse/gueret/coronavirus-creuse-medecins-zones-rurales-sont-presque-prets-1802222.html>.

¹⁶ L'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Danemark (Groenland), les États-Unis, la Finlande, la France (Nouvelle-Calédonie), le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède.



subvenir à leurs besoins lorsqu'ils ne peuvent pas travailler¹⁷. Les peuples autochtones sont également plus concentrés dans les zones rurales que les populations non autochtones¹⁸. De nombreuses communautés autochtones vivent dans les logements surpeuplés où se mêlent plusieurs générations, sont en moins bonne santé et ont un accès limité aux services et infrastructures sanitaires. Tous ces facteurs accentuent le risque de contracter le COVID-19, en particulier dans les communautés éloignées. Des recherches menées aux États-Unis laissent penser que le taux d'incidence du COVID-19 pour 1 000 habitants est quatre fois supérieur dans les réserves indiennes que dans d'autres parties du pays¹⁹. Les PME autochtones ont également plus de difficultés (par rapport à celles non autochtones) à accéder aux prêts dont elles peuvent avoir besoin pour survivre au confinement.

Les mesures prises par les pouvoirs publics telles que les restrictions de déplacement à destination des terres autochtones, souvent décidées et acceptées par les Autochtones, de même que la communication des informations dans les langues autochtones, sont importantes pour protéger les communautés et maintenir vivantes les cultures autochtones. Cependant, les politiques publiques doivent également garantir l'approvisionnement nécessaire en nourriture et en articles essentiels, et compenser les pertes de revenus, par exemple pour les entreprises autochtones qui dépendent du tourisme. Si certains pays fournissent une aide ciblée aux peuples autochtones et à leurs entreprises, d'autres sont à la traîne. La situation des peuples autochtones est particulièrement alarmante dans les pays où leurs droits sont mal protégés, par exemple dans les cas où des mineurs et des bûcherons empiètent illégalement sur les terres traditionnelles, augmentant le risque d'infection et réduisant les possibilités de développement économique à long terme de ces communautés.

Les peuples autochtones devraient être mis à contribution lors de l'élaboration de solutions pour faire face aux conséquences de la pandémie. Il est nécessaire, en parallèle, de renforcer la résilience de ces communautés en utilisant leurs connaissances traditionnelles en matière de gestion pour protéger la biodiversité ainsi que leurs propres systèmes alimentaires et sanitaires. Pour ce faire, la conception des mesures et des programmes doit prendre en compte les besoins et les exigences spécifiques des populations autochtones, et tenir compte de leur point de vue. Sur le plan du développement régional, cela consiste aussi notamment à encourager la collecte locale de données sur les répercussions du COVID-19, ainsi qu'à renforcer les économies locales en facilitant la gestion des chaînes d'approvisionnement, en garantissant l'accès aux marchés et en soutenant les entrepreneurs autochtones²⁰.

Mesures prises par les pays de l'OCDE

Le confinement et le déconfinement en cours ont amené les citoyens et les entreprises à relever de nouveaux défis dans la zone OCDE. Outre les mesures macroéconomiques, les autorités nationales, régionales et locales mettent en place un certain nombre de mesures ciblant les habitants, les entreprises et les collectivités des zones rurales. En parallèle, des initiatives venues de la base faisant intervenir des organisations de la société civile et des groupes d'entraide volontaire sont apparues pour soutenir les collectivités rurales qui font face au nouveau défi soulevé par la pandémie de COVID-19.

Cette section résume les mesures et les initiatives dans quatre grands secteurs :

¹⁷ https://www.un.org/development/desa/indigenous-peoples-es/wp-content/uploads/sites/34/2020/04/UNPFII-Chair-statement_COVID19.pdf

¹⁸ <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/3203c082-en/1/2/3/index.html?itemId=/content/publication/3203c082-en&csp=95b401cc2d7b94a992c55bfab53cd13d&itemIGO=oecd&itemContentType=book>

¹⁹ <https://uskin.ucla.edu/akee-finds-high-rate-of-covid-19-infection-in-indigenous-populations>

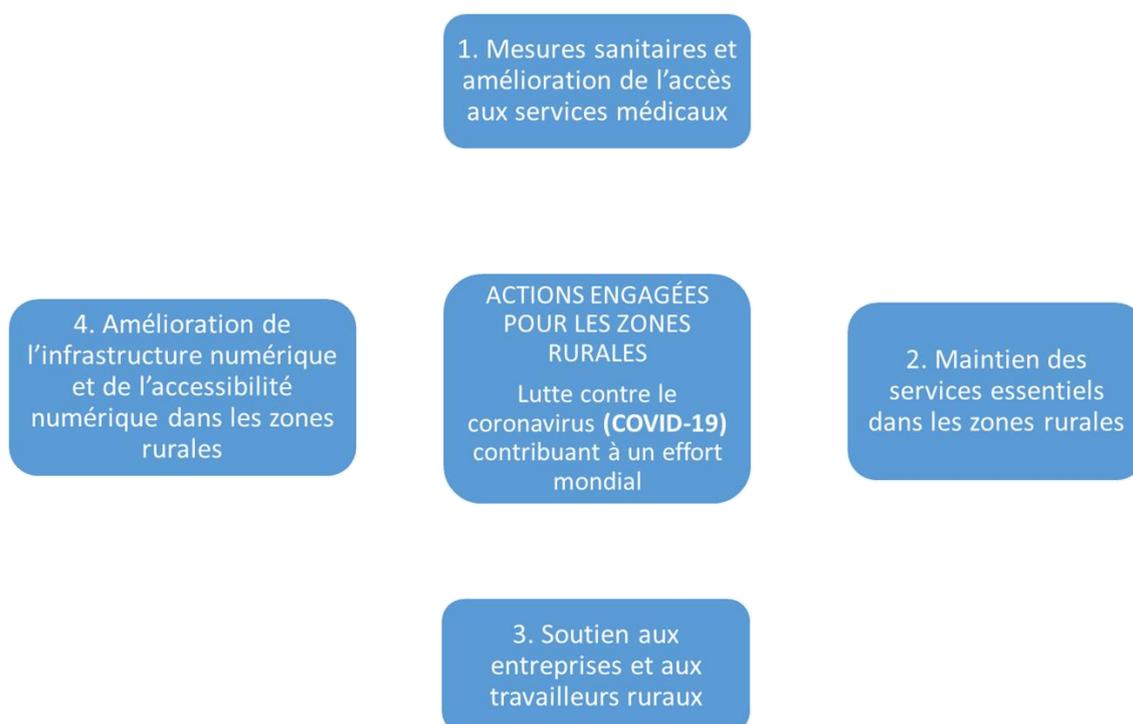
²⁰ https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2020/04/Indigenous-peoples-and-COVID_IASG_23.04.2020-EN.pdf



- Mesures sanitaires et amélioration de l'accès aux services médicaux,
- Maintien des services essentiels dans les zones rurales,
- Soutien aux entreprises et aux travailleurs ruraux,
- Amélioration de l'infrastructure numérique et de l'accessibilité numérique dans les zones rurales.

Dans les deux premiers secteurs, il s'agit de mesures d'urgence dont l'objectif est d'atténuer les effets du COVID-19, tandis que dans les deux derniers, les mesures prises peuvent transformer les économies et les collectivités rurales.

Graphique .2. Grands secteurs d'intervention en faveur des régions rurales face à la crise du COVID-19



Source : Élaboré en interne

Mesures sanitaires et amélioration de l'accès aux services médicaux

Les effets de la pandémie sont assez asymétriques au sein des pays, certaines régions et collectivités ayant enregistré des taux d'exposition plus élevés au COVID-19. Toutes choses étant égales par ailleurs, les zones densément peuplées avec une forte concentration de population présentent un risque d'infection plus élevé que les zones peu denses. Malgré le risque plus faible, un certain nombre de zones peu denses et éloignées ont vu apparaître des foyers infectieux à forte concentration. Par exemple, les comtés ruraux des États-Unis, dont l'économie repose essentiellement sur le tourisme et les loisirs, ont un taux d'infection plus de trois fois supérieur à celui des comtés ruraux dont l'économie s'appuie sur d'autres secteurs²¹.

L'adoption de mesures sanitaires suffisantes est au cœur des stratégies nationales de lutte contre la pandémie et est coordonnée avec les mesures de confinement. Les mesures sanitaires sont asymétriques, principalement en raison de la concentration des établissements de santé dans les territoires, les services

²¹ <https://www.dailyyonder.com/rural-counties-with-recreation-economies-show-higher-infection-rates/2020/03/25/>



étant davantage disponibles dans les régions peuplées. De plus, l'accès aux équipements médicaux dans les endroits éloignés est plus limité que dans les villes, et les délais sont généralement plus longs du fait de l'éloignement des centres économiques et d'une infrastructure insuffisamment développée. Plusieurs pays ont mobilisé leur personnel de santé de différentes manières dans les territoires éloignés. Les mesures peuvent consister à rendre les services de santé plus accessibles dans les endroits éloignés et à livrer du matériel médical, à fournir des informations et des outils d'auto-évaluation aux habitants des zones éloignées ou bien à rapprocher les habitants des zones rurales des services de santé.

Les mesures prises conjointement aux échelles nationale, régionale et locale pour lutter contre le COVID-19 jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des services dans les zones rurales. Différentes initiatives venues de la base, faisant intervenir coopératives, entreprises et organisations de la société civile, sont apparues pour aider temporairement à fournir les produits et les services de santé nécessaires aux citoyens.

Initiatives pour fournir et mettre à disposition du matériel médical

Utilisation de ressources libres pour produire du matériel médical

- L'**Union européenne** a conçu une plateforme proposant une liste de plus en plus longue de solutions logicielles et matérielles libres pour aider le personnel médical, les administrations publiques, les entreprises et les citoyens dans leurs activités quotidiennes²².
- Au **Mexique**, une plateforme regroupe quelque 300 professionnels qui continuent de s'unir pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Ces professionnels ont commencé par unir leurs efforts pour créer et offrir des appareils médicaux conçus avec une imprimante 3D à différents hôpitaux locaux du pays. La plateforme a permis d'offrir du matériel médical tel que des masques et des respirateurs à un grand nombre d'hôpitaux, et de collecter des dons monétaires et en nature pour répondre aux besoins des hôpitaux locaux aux quatre coins du pays²³.

Des mesures locales ont donné naissance à des initiatives venues de la base dans les collectivités rurales vulnérables pour mettre à disposition du matériel médical

- En **France**, les coopératives agricoles du Vexin (nord-ouest de l'Île-de-France) ont aidé les soignants en faisant don de leurs réserves de masques et de leurs équipements de protection à l'hôpital de Gisors²⁴.
- En **Espagne**, un groupement de 11 villages et d'environ 12 000 habitants a pris un certain nombre d'initiatives notables, notamment celle de fabriquer des masques et de créer un fonds commun pour l'aide au ménage destiné aux personnes les plus vulnérables de la collectivité²⁵.
- À Brescia, en **Italie**, un hôpital où séjournaient de nombreux patients atteints du COVID-19 avait besoin de respirateurs. L'établissement manquait de valves respiratoires et les fournisseurs ne parvenaient pas à répondre à la brusque hausse de la demande. Grâce à une société d'ingénierie

²² <https://joinup.ec.europa.eu/collection/digital-response-covid-19/open-source-solutions>

²³ <http://makersmexico.org/foro/>

²⁴ https://actu.fr/normandie/gisors_27284/stocks-masques-cooperatives-agricoles-renfort-lhopital-gisors-eure_32618424.html

²⁵ https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/spanish-rural-community-takes-action-against-covid-19_en



de Brescia, des valves ont été produites à l'aide d'une imprimante 3D afin de répondre à la demande de l'hôpital et sauver des patients²⁶.

Modernisation des systèmes de prestation des soins et mobilisation des réseaux locaux

Solutions pour moderniser les systèmes médicaux ou les rendre plus accessibles dans les zones rurales

- La **Corée** fournit des services sur demande dans les lieux où l'on manque de structures de santé, ainsi que des services médicaux améliorés à l'ensemble des habitants, où qu'ils se trouvent. Le gouvernement coréen prévoit de transformer les hôpitaux régionaux de taille moyenne en établissements médicaux de premier rang capables de traiter tous les types de maladie, et d'augmenter le nombre de médecins et d'infirmières dans ces établissements. Le gouvernement dégagera 102.6 milliards WON (88.5 millions USD) pour soutenir les hôpitaux ruraux en 2020.
- Aux **États-Unis**, le *CARES Act* a permis d'allouer 200 millions USD à la *Federal Communications Commission* (FCC) pour la télésanté. Le programme vise à aider les fournisseurs de soins de santé admissibles à acquérir des services de télécommunication, des services d'information, ainsi que les appareils nécessaires pour fournir des services de soins intensifs, dont le traitement du COVID-19 et d'autres pathologies pendant la pandémie.

Solutions numériques créées pour diffuser l'information sur la pandémie et faciliter les auto-évaluations de santé

- La **Croatie** a conçu une application pour tous les utilisateurs croates de smartphones nommée *Andrija*. Cette application renseigne les personnes sur la façon de diagnostiquer et de gérer les suspicions d'infection au COVID-19 et fournit aux utilisateurs des conseils de santé personnalisés²⁷. Cet outil est particulièrement adapté aux citoyens ayant accès à distance aux services de santé.
- Le **Canada** a également créé une application, *Alerte COVID*, pour aider les Canadiens à suivre leurs symptômes, à recevoir les nouvelles les plus récentes et à accéder à des sources fiables²⁸. Cette application, qui permet de consigner ses symptômes, est mise à jour à mesure que les directives évoluent pour que les personnes bénéficient des recommandations les plus récentes. L'outil de traçage enregistre les résultats anonymement pour aider les chercheurs à déterminer à quelle vitesse les symptômes se propagent et à mieux préparer le personnel de santé local aux nouveaux cas.
- Le **Royaume-Uni** a mis au point une application, *C-19 COVID Symptom Tracker*, destinée à rassembler les informations qui pourraient être utiles au personnel médical pour mieux planifier les mesures à prendre. Cet outil contribue au déploiement des ressources et aux recherches du Service national de santé (*National Health Service*) et s'avère particulièrement utile dans les zones rurales où l'accessibilité des services médicaux est faible²⁹.

²⁶ <https://3dprintingindustry.com/news/hospital-in-italy-turns-to-3d-printing-to-save-lives-of-coronavirus-patients-169136/>

²⁷ <https://andrija.ai>

²⁸ <https://ca.thrive.health/>

²⁹ <https://covid.joinzoe.com/>



Mobilisation des réseaux locaux des professionnels du secteur de la santé et des pharmaciens

Des réponses des réseaux locaux et des programmes bénévoles sont apparus pour aider les collectivités rurales à faire face aux effets du COVID-19

- La **France** a mis en œuvre des mesures en faveur de la sensibilisation du public et de la résilience afin de répondre à l'urgence dans les zones rurales éloignées. Par exemple, le réseau *Millesoins* sur le plateau de Millevaches³⁰ regroupe 15 médecins, pharmaciens et kinésithérapeutes qui se préparent à gérer la pandémie dans une zone rurale éloignée des hôpitaux en renforçant leurs capacités de service.
- L'**Espagne** a mis en place une ligne téléphonique gratuite, où des psychologues spécialisés proposent aide et premiers soins psychologiques aux personnes ayant des difficultés à gérer leurs troubles psychiques pendant la quarantaine. Au Pays basque, un programme auquel participent des bénévoles et le réseau de pharmacies livre les médicaments aux personnes âgées souffrant d'une maladie chronique et vivant seules pour qu'elles n'aient pas à se rendre à la pharmacie et évitent donc toute exposition au coronavirus³¹.
- La **Croatie** a élaboré « Appel de santé », un projet de la Chambre médicale croate et de la Croix rouge croate destiné à prodiguer des conseils médicaux et à livrer gratuitement les médicaments aux personnes ne pouvant pas se déplacer et souffrant d'une maladie chronique. Tout patient qui s'est isolé de lui-même ou qui est traité en isolement peut bénéficier d'un soutien psychologique et de la livraison de ses médicaments à domicile pendant la pandémie de COVID-19³².

Initiatives pour maintenir les services essentiels dans les zones rurales

Les mesures de confinement prises pour ralentir la propagation du virus ont durement frappé certaines collectivités rurales. Dans ce contexte, les autorités et les groupes de soutien ont mis en œuvre un certain nombre de mesures d'urgence afin de maintenir les services essentiels pour les habitants des collectivités rurales. Le maintien et la prestation des services dans les zones rurales moins denses sont plus difficiles que dans les zones urbaines en raison des distances importantes séparant les poches d'activité économique et des coûts unitaires plus élevés. Ces mesures consistaient à assurer la disponibilité des produits alimentaires dans les zones rurales, à soutenir les initiatives de solidarité ou en faveur des personnes âgées, à fournir une aide d'urgence ou encore à maintenir les services essentiels.

Mesures pour assurer la disponibilité des produits alimentaires et aider les personnes âgées

Réseaux de citoyens ou de producteurs locaux pour fournir les produits alimentaires et essentiels

- La **Lituanie** a créé *StiprūsKartu* (FortsEnsemble)³³, un centre national qui coordonne des bénévoles pouvant apporter leur aide et celles ayant besoin d'aide pendant la quarantaine.

³⁰ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/creuse/gueret/coronavirus-creuse-medecins-zones-rurales-sont-presque-prets-1802222.html>

³¹ <https://www.mscbs.gob.es/gabinete/notasPrensa.do?id=4833>

³² <https://zdravlje.gov.hr/koronavirus-i-mjere-prevencije/4952>

³³ <https://stipruskartu.lt/>



- En **Espagne**, le gouvernement basque a mis en avant le réseau *Guztion Artean* (Entre nous tous) pour canaliser les initiatives solidaires de bénévoles qui accomplissent des tâches de base et strictement nécessaires à la place de personnes asymptomatiques qui ne peuvent pas quitter leur domicile, en particulier les personnes de plus de 70 ans, les personnes dépendantes et les personnes vulnérables³⁴.
- En **Italie**, certaines coopératives proposent une livraison gratuite des courses aux personnes de plus de 65 ans. La *Famiglia Cooperativa Valle di Ledro* et le magasin libre-service *Alimentari Ribaga* sont deux exemples de commerces livrant bénévolement les courses aux personnes âgées³⁵.

Mesures centrales et locales garantissant l'accès aux produits alimentaires

- Les **États-Unis** ont annoncé une collaboration avec des associations et entreprises privées afin de fournir près d'un million de repas par semaine aux élèves dans un nombre limité d'écoles rurales fermées à cause du COVID-19³⁶.
- Au **Canada**, de petites communes proposent la livraison de colis alimentaires par des bénévoles des banques alimentaires aux personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas quitter leur domicile³⁷.

Production et promotion des aliments locaux

- En **Écosse (Royaume-Uni)**, dans une région au nord-ouest d'Édimbourg (Forth Valley), un réseau d'entreprises de produits alimentaires et de boissons est en cours de lancement afin de promouvoir la richesse des produits du terroir. En choisissant d'acheter des produits locaux, la collectivité soutient l'économie locale en renforçant la chaîne d'approvisionnement alimentaire locale³⁸.
- Aux **États-Unis**, le site d'inscription et d'actualisation associé au répertoire des produits alimentaires locaux du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (USDA), destiné aux points de vente de produits alimentaires au détail et en gros, est un service gratuit qui aide les agriculteurs à faire connaître leurs activités et à contacter des acheteurs³⁹.

Aide d'urgence et maintien des services essentiels

Versement de subventions aux résidents ruraux

- Aux **États-Unis**, l'USDA a engagé de nombreuses actions pour aider les fournisseurs de logements ruraux et protéger les résidents. Des bons de location pour l'aide immédiate au développement rural ont été créés dans le cadre de l'Aide au loyer des logements multifamiliaux.

³⁴ <https://www.euskadi.eus/ante-la-crisis-del-coronavirus-ante-la-crisis-del-coronavirus-guztion-artean-red-de-solidaridad-organizada/web01-a2korona/es/>

³⁵ <https://www.comune.ledro.tn.it/Comune/Comunicazione/Avvisi-e-news/Emergenza-COVID-19-Famiglia-Cooperativa-e-Ribaga-Self-Service-servizio-di-consegna-a-domicilio-della-spesa>

³⁶ <https://www.usda.gov/media/press-releases/2020/03/17/usda-announces-feeding-program-partnership-response-covid-19e>

³⁷ <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/food-bank-sackville-pedvac-port-elgin-heather-patterson-sue-haney-1.552597>

³⁸ <https://www.thecourier.co.uk/fp/lifestyle/food-drink/1251142/food-firms-team-up-to-feed-communities/>

³⁹ <https://www.ams.usda.gov/services/local-regional/food-directories-update>



En outre, des dispositions prévoient l'octroi de bons directs et garantis pour les logements multifamiliaux par le Bureau spécialisé du programme Bons pour le développement rural⁴⁰.

Reconnexion aux services essentiels

- En **Roumanie**, les collectivités rurales sont vulnérables à la hausse du prix des services essentiels. Depuis le 29 mars 2020, les prix de l'électricité et du chauffage, du gaz naturel, de l'eau, du service d'assainissement et du carburant ne peuvent plus augmenter. En revanche, il est possible de les diminuer pour suivre l'offre et la demande⁴¹.
- Plusieurs États membres de l'**Union européenne** ont mis en place des mesures pour interdire l'interruption des services en cas de non-paiement. Ces services comprennent l'eau potable, les eaux usées, l'électricité, le gaz de ville et les télécommunications. Par exemple, l'**Espagne** a interdit la coupure des services essentiels dans le cadre d'un programme qui versera 600 millions EUR aux régions et aux communes afin de garantir la fourniture des services essentiels⁴², et la **France** a approuvé une série de mesures similaires⁴³.
- Au **Chili**, les entreprises qui fournissent des services essentiels aux foyers ne peuvent pas les couper ni les interrompre en raison du non-paiement des utilisateurs. Les dettes des utilisateurs seront lissées sur les 12 mois suivant la fin du confinement⁴⁴.

Soutien aux entreprises rurales

Les économies rurales sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques en raison de leur tissu économique moins diversifié et d'une plus grande dépendance aux activités exportables, qui sont généralement durement touchées pendant les chocs économiques. Le choc actuel, causé par les mesures de confinement, paralyse l'activité économique et pèse sur les services. Sans aide supplémentaire, un tiers des PME risque de faire faillite d'ici un mois, et 50 % d'ici trois mois⁴⁵. De nombreux pays ont mis en place un vaste éventail de politiques pour aider les PME⁴⁶, dont certaines ciblent les PME rurales. Des mesures ont été lancées pour soutenir les activités agroalimentaires, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, le tourisme et les communautés autochtones.

⁴⁰ <https://vermontbiz.com/news/2020/april/16/usda-implements-immediate-measures-help-rural-communities>

⁴¹ <https://www.kinstellar.com/locations/news-deals-insights/detail/bucharest-romania/1070/romania-impact-on-the-energy-sector-of-government-imposed-price-controls-and-essential-personnel-isolation-measures-in-response-to-covid-19>

⁴² https://www.abc.es/economia/abci-gobierno-baraja-prohibir-cortes-y-agua-mientras-dure-crisis-coronavirus-202003171002_noticia.html?ref=https:%2F%2Fwww.google.com%2F

⁴³ <https://www.gide.com/en/news/french-measures-implemented-to-mitigate-the-effects-of-covid-19-pandemic-over-businesses>

⁴⁴ <https://www.iagua.es/noticias/europa-press/chile-prohibira-cortes-luz-agua-y-otros-servicios-basicos-durante-crisis-covid>

⁴⁵ OCDE (2020), SMEs Policy

Responses, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=119_119680-di6h3qgi4x&title=Covid-19_SME_Policy_Responses

⁴⁶ https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=119_119680-di6h3qgi4x&title=Covid-19_SME_Policy_Responses



Soutien aux entreprises et aux PME rurales

Soutien aux entreprises et aux collectivités rurales en leur donnant accès à des capitaux

- Le **gouvernement canadien** a fourni 287 millions CAD par l'intermédiaire de son Réseau de développement des collectivités. Il s'agit d'un réseau à but non lucratif qui offre des services aux petites entreprises de collectivités rurales. Chacun des 267 bureaux donne accès à des prêts, outils, formations et événements aux personnes qui souhaitent créer ou vendre une entreprise, se développer ou acheter une franchise⁴⁷. Les nouveaux financements alloués au Réseau de développement des collectivités dans le cadre des mesures prises face au COVID-19 seront utilisés pour proposer aux entreprises rurales des prêts à taux zéro en partie non remboursables d'un montant maximal de 40 000 CAD pour les aider à assumer leurs coûts d'exploitation fixes pendant la crise.
- En **Pologne**, un nouveau bouclier anti-crise récemment adopté prévoit la disponibilité de prêts pour les microentreprises, en reconnaissant la grande importance des PME pour les zones rurales. La valeur totale estimée des prêts à disposition des entreprises s'élèvera à environ 9.6 milliards PLN, dont 8.7 milliards au maximum pourraient ne pas être remboursés. De plus, un aménagement du remboursement des prêts a été accordé dans le cadre du programme de prêt « Soutien aux entreprises qui démarrent »⁴⁸.
- Le gouvernement des **États-Unis** a annoncé un plan de financement de 39 milliards USD qui cible les régions les plus touchées par la crise du coronavirus, dont les zones rurales. Ce plan prévoit un fonds d'urgence pour les petites entreprises et d'autres mesures de relance, ainsi que des garanties de prêt pour les entreprises dont les revenus sont inférieurs à 78 000 USD afin de garantir qu'elles puissent accéder à un crédit facilement et à moindres frais. Les banques commerciales et les caisses nationales d'épargne autoriseront également le renouvellement des prêts des petites entreprises qui ne peuvent pas payer en temps voulu⁴⁹.
- La **Commission européenne** a proposé un fonds européen agricole qui accorderait des prêts ou des garanties à des conditions favorables et serait plus souple et simple pour promouvoir le développement rural. Des mesures coordonnées sont prévues pour atténuer l'impact de la pandémie, comme des taux d'intérêt très bas ou des calendriers de paiement favorables afin de couvrir les coûts d'exploitation jusqu'à 200 000 EUR⁵⁰.

Mesures de soutien aux secteurs primaires

Aide au stockage privé des produits laitiers et carnés

- L'**Union européenne** a annoncé des mesures exceptionnelles supplémentaires visant à soutenir davantage les marchés agricoles et alimentaires les plus touchés par la crise actuelle en accordant une aide au stockage privé des produits laitiers et carnés, ce qui entraînera une baisse de l'offre disponible sur le marché et rétablira l'équilibre du marché à long terme⁵¹.

⁴⁷ <https://communityfuturescanada.ca/fr/accueil/>

⁴⁸ <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/poland-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>

⁴⁹ <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/coronavirus-covid-19-sme-policy-responses-04440101/>

⁵⁰ https://ec.europa.eu/info/news/coronavirus-commission-announces-further-measures-support-agri-food-sector-2020-apr-02_fr

⁵¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_788



Mise en place de mécanismes pour stabiliser les prix des produits alimentaires, soutenir les agriculteurs et assurer la sécurité alimentaire

- La **Corée** et le **Royaume-Uni** aident les agriculteurs à assurer la sécurité alimentaire en protégeant l'accès aux intrants du secteur primaire (engrais, pesticides), en couvrant les coûts de la commercialisation et de la logistique pour les exportateurs de produits agricoles et en soutenant le fonctionnement des restaurants et des prestataires de services alimentaires⁵².
- L'**Union européenne** a annoncé un nouveau train de mesures pour soutenir le secteur agroalimentaire, notamment des instruments financiers flexibles ou la réaffectation de fonds. Les agriculteurs et autres bénéficiaires du développement rural pourront disposer de prêts ou de garanties pour couvrir les coûts opérationnels jusqu'à 200 000 EUR à des conditions favorables. En outre, les pays de l'UE peuvent réaffecter les fonds encore disponibles dans le cadre de leurs programmes de développement rural (PDR) pour le financement d'actions pertinentes face à la crise⁴¹.
- L'**Inde** garantit l'accès au crédit aux agriculteurs et offre de nouvelles possibilités d'emploi aux groupes tribaux. L'organisme public chargé des crédits agricoles et ruraux (NABARD) fournira également une aide supplémentaire au refinancement pour les besoins de prêts de campagne des banques rurales, en ciblant les petits exploitants et les agriculteurs marginaux. Il fournira des prêts concessionnaires aux agriculteurs par l'intermédiaire de cartes de crédit et proposera des emplois pour des travaux de boisement et de plantation aux personnes dans le besoin⁵³.
- En **République tchèque**, le gouvernement a débloqué 3.3 milliards CZK pour le Programme de développement rural 2020. Ce fonds devrait aider les entrepreneurs des secteurs agricole, alimentaire et forestier dans leur lutte contre la crise du coronavirus⁵⁴.

Mesures pour le tourisme, l'exploitation minière et les communautés autochtones

Mesures de soutien au tourisme

- **Plusieurs pays** ont mis en place une aide financière et des campagnes promotionnelles appuyées par l'affectation de fonds réservés au secteur du tourisme. Ces subventions accordées aux travailleurs et aux entreprises permettront la reprise du secteur, l'accent étant mis en permanence sur la promotion du tourisme intérieur. Ces mesures présenteront un intérêt particulier pour un certain nombre de régions rurales spécialisées dans le tourisme⁵⁵.
- Le gouvernement **australien** a adopté un plan de relance, dont l'un des quatre piliers principaux est l'aide aux régions durement touchées. Il a dégagé un milliard AUD pour aider les secteurs, les régions et les collectivités qui ont été frappés de manière disproportionnée par les répercussions économiques du coronavirus, dont le tourisme. Les mesures d'aide prévoient notamment l'annulation des droits et des redevances pour les entreprises qui travaillent dans le Parc marin de

⁵² <https://www.gov.uk/government/news/new-funding-to-support-dairy-farmers-through-coronavirus>

⁵³ <https://www.hindustantimes.com/india-news/20-500-cr-loan-support-for-farmers-to-sow-crop/story-blxmKFbLWX0j3JHjzzUCGJ.html>

⁵⁴ <https://www.vlada.cz/en/media-centrum/aktualne/measures-adopted-by-the-czech-government-against-coronavirus-180545/>

⁵⁵ De plus amples renseignements sur les mesures prises dans le domaine du tourisme sont disponibles dans la publication *Les actions engagées dans le domaine du tourisme face au coronavirus (COVID-19)*, OCDE (2020) https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134884-bnynpm0tjl&title=LES-ACTIONS-ENGAGEES-DANS-LE-DOMAINE-DU-TOURISME-FACE-AU-CORONAVIRUS-COVID-19



la Grande Barrière et dans les parcs nationaux du Commonwealth, ainsi qu'un service d'assistance aux entreprises pour trouver d'autres marchés d'exportation ou d'autres chaînes d'approvisionnement⁵⁶.

- En **Italie**, un certain nombre de mesures ont été lancées pour soutenir le secteur du tourisme. Parmi celles les plus étroitement liées aux zones rurales figurent des indemnités extraordinaires pour les travailleurs des secteurs du tourisme et de la culture, des bons permettant aux hôtels de rembourser les voyages et les forfaits touristiques annulés, ainsi qu'une compensation spéciale de 600 EUR versée en mars aux travailleurs saisonniers du tourisme qui ont perdu leur emploi en raison de la crise du COVID-19⁵⁷.
- En **Islande**, le gouvernement a suspendu le paiement et la perception de la taxe de séjour jusqu'au 31 décembre 2021 et lancé un plan de distribution de bons de voyage d'un montant total de 1.5 milliard ISK aux résidents islandais de plus de 18 ans qui pourront les utiliser dans le pays⁵⁸.

Mesures de soutien aux industries minières et extractives

- Au **Canada**, l'Association minière du Canada (AMC) a rassemblé 18 associations sectorielles et partenaires nationaux et régionaux pour faire un don de 36 000 CAD aux banques alimentaires du pays afin de renforcer le soutien aux familles canadiennes dans le besoin. *Young Mining Professionals* Toronto a également lancé *Mining Cares*, une initiative du secteur minier visant à encourager ses participants à jouer un rôle réel dans la lutte mondiale contre le COVID-19⁵⁹.
- En **Australie**, le gouvernement de l'État de l'Australie-Méridionale a supprimé tous les droits de prospection et de permis dans le secteur des minéraux afin d'atténuer l'impact des procédures régionales de confinement liées au COVID-19 sur le secteur. Ces mesures incluent un report immédiat des frais de permis de prospection minière et pétrolière pour les six mois à venir et une exonération des dépenses engagées pour l'ensemble des détenteurs de permis de prospection minière et pétrolière pendant 12 mois. Par ailleurs, différentes sociétés minières australiennes ont annoncé un ensemble de mesures financières pour aider les collectivités rurales. Par exemple, BHP Group Limited prévoit de créer un fonds de 50 millions AUD pour soutenir les collectivités dans les régions de l'Australie où il opère, les investissements étant orientés vers les services de santé essentiels et le renforcement de la résilience⁶⁰.
- Dans l'État du Tennessee, aux **États-Unis**, les centres médicaux sont particulièrement attentifs aux symptômes associés au COVID-19 chez les mineurs. Des protocoles médicaux spécifiques ont été instaurés pendant la pandémie en raison de la fragilité de ces travailleurs. À LaFollette, au Tennessee, la Black Lung Clinic (clinique de la silicose) surveille et traite les patients souffrant de cette maladie respiratoire incurable et mortelle causée par l'exposition à la poussière de charbon. De plus, depuis des décennies, il existe des réseaux d'entraide entre les collectivités rurales reliées les unes aux autres. Les formes d'aide habituelles par le partage des ressources sont renforcées pendant la pandémie⁶¹.

⁵⁶ <https://www.regional.gov.au/regional/programs/covid-19-relief-and-recovery-fund.aspx>

⁵⁷ <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/italy-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>

⁵⁸ <https://www.icelandreview.com/travel/all-icelanders-to-receive-gift-certificate-for-domestic-tourism/>

⁵⁹ <https://mining.ca/covid-19/>

⁶⁰ <https://www.nsenergybusiness.com/news/coronavirus-impact-mining-support/>

⁶¹ <https://southerlymag.org/2020/04/23/these-coal-communities-are-protecting-sick-miners-from-covid-19-and-pushing-congress-for-more-support/>



Mesures de soutien aux peuples autochtones

- Le gouvernement du **Canada** fournira quelque 307 millions CAD sous la forme de prêts sans intérêt à court terme et de contributions non remboursables aux entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Cette mesure fait partie du plan d'intervention économique du gouvernement du Canada pour lutter contre la crise du COVID-19⁶². Un élément essentiel de ce programme est que le soutien financier est fourni par l'entremise des institutions financières autochtones et est administré par l'Association nationale des sociétés autochtones de financement et les sociétés métisses de financement en partenariat avec Services aux Autochtones Canada. Cette organisation permet une meilleure participation étant donné que les institutions financières autochtones sont particulièrement bien intégrées dans les communautés autochtones et qu'elles sont la source vers laquelle les entreprises autochtones se tournent pour obtenir un prêt.
- L'**Australie** réagit en adoptant plusieurs mesures et programmes ciblant les communautés autochtones⁶³. Plus important encore, le pays a décidé de limiter le mouvement des personnes vers les communautés éloignées afin de ralentir la propagation du COVID-19 et de protéger les personnes vulnérables dans ces zones. Il convient de noter que cette décision a été prise sur les conseils des dirigeants autochtones qui ont été consultés lors de l'élaboration des mesures d'intervention. En outre, les renseignements sur le COVID-19 sont disponibles dans plusieurs langues autochtones pour que les informations publiques sur la prévention et l'accès aux soins parviennent à l'ensemble des Australiens. Le gouvernement a dégagé 123 millions AUD pour aider les entreprises et les communautés autochtones à surmonter la crise du COVID-19. Outre le versement d'aides, le gouvernement fournit des conseils spécialisés pour aider les entreprises à résoudre leurs problèmes immédiats. Par ailleurs, le gouvernement soutient divers organismes qui examinent de quelle façon les travailleurs autochtones peuvent aider à pallier les pénuries de main-d'œuvre, notamment dans les zones régionales et éloignées où la main-d'œuvre habituelle n'est pas disponible.

Amélioration de l'infrastructure numérique et de l'accessibilité numérique dans les zones rurales

Les mesures de confinement, qui visent à aplatir la courbe des taux d'infection grâce à l'auto-isollement et la réduction des déplacements, ont interrompu la prestation de certains services, notamment l'enseignement. Les travailleurs et les enfants de la zone OCDE ont dû travailler ou étudier à distance en utilisant des outils numériques, mais tous n'avaient pas la même capacité de le faire : certains travailleurs et élèves n'étaient pas en mesure de télétravailler ou de participer à l'enseignement à distance en raison d'un manque d'infrastructure numérique et de services numériques. Avant la crise actuelle, les écarts sur le plan de l'infrastructure numérique entre les régions rurales et urbaines étaient importants. Si 85 % des foyers en zone urbaine avaient accès à un débit de 30 Mbit/s, dans les régions rurales, la proportion n'était que de 56 %⁶⁴.

Une note d'orientation de l'OCDE sur le travail à distance⁶⁵ montre qu'il existe systématiquement une différence entre les villes et les autres zones moins densément peuplées. Lorsqu'on utilise le degré

⁶² [Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19](#)

⁶³ <https://ministers.pmc.gov.au/wyatt/2020/123-million-boost-indigenous-response-covid-19>

⁶⁴ OECD (2019), Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264312012-en>.

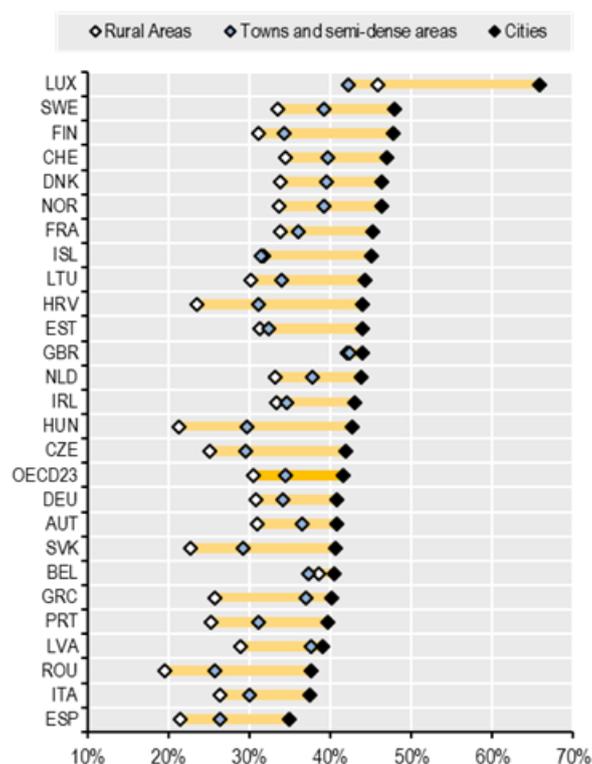
⁶⁵ <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-capacites-en-termes-de-teletravail-peuvent-entraîner-des-couts-de-confinement-différents-selon-les-territoires-08920ecf/>.



d'urbanisation⁶⁶ des pays européens pour caractériser les zones le long du continuum urbain-rural (Graphique .3), la capacité à travailler à distance est plus élevée dans les grandes agglomérations que dans les villes et les zones à densité intermédiaire, la plus faible capacité étant observée dans les zones rurales. Plus précisément, la part des emplois se prêtant au travail à distance dans les villes est supérieure de 13 points de pourcentage à celle des zones rurales.

Graphique .3. Différences entre zones rurales et urbaines s'agissant de la capacité à télétravailler dans les pays de l'OCDE

Part des emplois se prêtant éventuellement au travail à distance (%)



Note : Nombre d'emplois se prêtant éventuellement au travail à distance dans chaque pays ou région en pourcentage du nombre total d'emplois. Les données sur le degré d'urbanisation ne sont disponibles que pour 28 pays de l'UE.

Source : Graphique 1 de la note d'orientation de l'OCDE, *Les capacités en termes de télétravail peuvent entraîner des coûts de confinement différents selon les territoires.*

Dans la zone OCDE, les dispositions prises pendant la crise du COVID-19 pour remédier à la fracture numérique visent à améliorer l'infrastructure numérique actuelle et future dans les régions rurales, leur écosystème, ainsi que l'accessibilité des services numériques pour les habitants des zones rurales. Une meilleure infrastructure numérique dans les zones rurales, essentielle aux entreprises rurales et à une amélioration de la prestation des services, peut également aider à communiquer des informations précises, utiles et actuelles aux habitants des zones éloignées et offrir des services gouvernementaux en ligne de meilleure qualité aux habitants des zones rurales, ce qui renforcera leur participation.

⁶⁶ Le degré d'urbanisation est une méthodologie permettant de faire la distinction entre les agglomérations, les zones urbaines et les zones rurales aux fins de comparaisons internationales. La méthode propose trois types de zones reflétant le continuum urbain-rural, plutôt que la traditionnelle dichotomie urbain-rural.



Haut débit et services en nuage

Mise en œuvre d'un fonds pour le haut débit afin de soutenir l'accès universel à internet et d'améliorer l'enseignement à distance et les services de santé en ligne

- Le Coronavirus Aid, Relief and Economic Security (CARES) Act des **États-Unis** a alloué 100 millions USD supplémentaires au programme pilote Rural Connect (« ReConnect ») du RUS (*Rural Utilities Service*). Ce programme finance les entités qui cherchent à déployer le haut débit dans les zones rurales. Le CARES Act a également affecté 25 millions USD au Programme de télémédecine et d'apprentissage à distance de l'USDA. Ce programme aide les collectivités rurales en finançant la connectivité afin de contrer les effets de l'éloignement et de la faible densité de population⁶⁷.
- La **Pologne** a lancé un plan d'investissement de 6.6 milliards EUR afin d'accroître les dépenses publiques d'investissement, dont un fonds spécial pour le déploiement des réseaux haut débit. Ce fonds est alimenté par des sources nationales, sans lien avec les aides de l'UE⁶⁸.

Services numériques aux entreprises de petite et moyenne taille

- Le gouvernement **autrichien** a créé « Équipe numérique Autriche », un groupe d'entreprises qui fournira des services, parmi lesquels les réunions en ligne, la collaboration numérique, la cybersécurité ou l'accès gratuit à internet pendant au moins trois mois⁶⁹.

Renforcement de l'infrastructure numérique, notamment les secteurs de la stratégie pour la 5G

- La **Corée** a annoncé un programme de 684.788 millions KRW pour étendre la couverture du réseau 5G, mettre au point des modèles de smartphones nouvelle génération et assouplir la réglementation afin d'accélérer l'innovation et encourager ainsi la transition vers les nouveaux systèmes de télécommunication. Ce programme fait partie d'un ensemble de mesures qui stimuleront l'économie au sortir de la crise du COVID-19 en s'appuyant largement sur l'intelligence artificielle et les technologies de télécommunication sans fil⁷⁰.

Accès à l'éducation

Plateformes éducatives de qualité proposées à des plages horaires dédiées à la radio et à la télévision

- En **Colombie**, la stratégie *Aprende en Casa* (Apprends à la maison) fournit des outils pédagogiques souples à la communauté éducative (parents, élèves, conseillers, directeurs, etc.) afin de garantir l'instruction des élèves chez eux à la suite des mesures du confinement dues au COVID-19. La stratégie *Aprende en Casa* s'appuie sur quatre canaux de communication : la télévision, la radio, le numérique et le réel, et est diffusée trois jours par semaine⁷¹.

⁶⁷ <https://www.benton.org/blog/how-does-cares-act-connect-us>

⁶⁸ <https://polandin.com/47752806/poland-to-invest-eur-66-bn-in-infrastructure-in-2020>

⁶⁹ www.usp.gv.at

⁷⁰ <https://techwireasia.com/2020/05/south-korea-to-focus-on-5g-ai-in-post-covid-economic-recovery/>

⁷¹ <https://www.redacademica.edu.co/estrategias/aprende-en-casa>



- En **Croatie**, les élèves des écoles primaires et secondaires suivent des cours dispensés par le service de radiodiffusion public depuis que l'apprentissage en classe a été interrompu par la pandémie de COVID-19. Le programme d'apprentissage du croate est diffusé depuis la mi-mars 2020 sur la radiotélévision croate (HRT) et les cours sont également disponibles sur YouTube immédiatement après leur diffusion à la télévision⁷².

Infrastructure éducative en ligne pour l'ensemble des écoles du pays

- En **Corée**, le ministère de l'Éducation a mis en œuvre un plan ambitieux pour améliorer l'infrastructure internet sans fil dans certaines écoles rurales, dans le cadre duquel environ 1.5 milliard WON (1.2 million USD) seront dépensés. Ainsi, certains obstacles inhérents à l'enseignement à distance sont supprimés. De plus, 332 000 appareils intelligents ont été distribués gratuitement à des foyers à faible revenu et les familles modestes bénéficient de connexions internet subventionnées⁷³.
- En **Pologne**, le ministère de la Transformation numérique a lancé l'initiative Internet pour l'éducation, qui fournit gratuitement internet avec la fibre optique à 2 000 enseignants polonais afin qu'ils offrent des cours de qualité à leurs élèves. *Govtech Polska* et la fondation Digital Poland soutiennent également cette campagne. L'offre inclut un accès gratuit à internet par la fibre optique avec un débit maximal de 150 Mbit/s pendant six mois⁷⁴.
- En **Slovaquie**, le ministère de l'Éducation, de la Science, de la Recherche et du Sport a lancé un site web pour communiquer aux enseignants, aux directeurs d'établissement, aux parents et aux élèves des renseignements à jour sur les questions d'éducation pendant la fermeture des écoles. Ce site contient également des ressources pédagogiques accessibles au public qui ont été créées par l'État et d'autres acteurs de la société civile, dont des enseignants et des ONG⁷⁵.

Gouvernance

Gouvernement plus efficace et adoption de plateformes de services gouvernementaux en ligne

- Le **Royaume-Uni** a mis en place un service d'assistance COVID-19 que les entreprises et les indépendants ayant des difficultés financières ou des dettes fiscales peuvent joindre avec l'outil de dialogue en ligne ou par téléphone⁷⁶. L'objectif est de fournir une aide financière permettant aux entreprises et aux indépendants de s'acquitter de leurs dettes par tranches pendant un certain temps, avec la possibilité de retarder le premier paiement de trois mois au maximum.
- En **Grèce**, le gouvernement a mis en ligne un site web où de nombreuses démarches administratives, auparavant uniquement réalisables en personne, peuvent être accomplies en ligne. La plateforme donne accès à 14 ministères, 32 organismes et trois organisations indépendantes proposant un total de 507 services répartis en 11 catégories⁷⁷.

⁷² <https://www.croatiaweek.com/britain-and-bbc-to-apply-croatian-distance-learning-model/>

⁷³ <https://thediomat.com/2020/04/south-koreas-coronavirus-era-online-learning-hits-snap/>

⁷⁴ <https://www.libertyglobal.com/upc-poland-launches-internet-for-education-initiative/>

⁷⁵ <https://www.ucimenadiaku.sk/>

⁷⁶ <https://www.gov.uk/government/organisations/hm-revenue-customs/contact/coronavirus-covid-19-helpline>

⁷⁷ <https://www.gov.gr/>



Partage horizontal des connaissances au sein des administrations nationales

- Au **Canada**, un répertoire de solutions numériques libres est l'une des mesures mises en place par les autorités fédérales, avec une formation et un soutien gratuit des autres niveaux de l'administration qui souhaitent les réutiliser⁷⁸.
- L'Institut des politiques de santé de la **République slovaque** fournit des éléments d'information aux décideurs et aux intervenants qui gèrent la crise du COVID-19. Leurs rapports de recherche sur l'épidémiologie sont mis à jour et disponibles en ligne sous licence libre⁷⁹.

Participation des citoyens à la prise de décision

- En avril 2020, le parlement **français** a lancé une plateforme afin de recueillir l'avis des citoyens sur le monde de l'après-COVID-19. Les questions portaient principalement sur la santé, le travail, la consommation, la solidarité, l'éducation, la démocratie, les initiatives locales, l'Europe dans le monde, l'évaluation des biens communs, le financement et le partage des richesses⁸⁰.
- La **Lettonie** a organisé un hackathon virtuel intitulé « *HackForce* »⁸¹. Les organisateurs étaient des bénévoles issus du monde des start-ups et l'objectif était de trouver des réponses aux défis posés par la crise du coronavirus en déployant collectivement des ressources bénévoles. Lors du hackathon, avec l'aide des mentors, les participants ont formulé des idées en se concentrant sur quatre domaines : i) médecine et santé, ii) solutions à la crise du coronavirus (distanciation physique, circulation de l'information, bénévolat et autres formes d'aide), iii) éducation, et iv) projets pour soutenir l'économie et les entreprises.
- En **Espagne**, une initiative appelée « *Hackaton rural* », présentée lors d'un événement en ligne, a rassemblé divers intervenants qui ont échangé sur leurs solutions pour faire face aux conséquences économiques du COVID-19 dans les régions rurales, apportant des idées pour essayer de trouver des solutions pour l'Espagne rurale⁸².

⁷⁸ <https://opencall-appelouvert.alpha.canada.ca/fr/#/>

⁷⁹ <https://izp.sk/covid-19/>

⁸⁰ <https://lejourdapres.parlement-ouvert.fr/>

⁸¹ <https://www.hackcov19.com/>

⁸² <http://ruralhacking.com/>



Contact

Enrique GARCILAZO (✉ JoseEnrique.GARCILAZO@oecd.org)

Andres SANABRIA (✉ Andres.SANABRIA@oecd.org)

Lisanne RADERSCHALL (✉ Lisanne.RADERSCHALL@oecd.org)

Fernando RIAZA FERNANDEZ (✉ Fernando.RIAZAFERNANDEZ@oecd.org)

Ana MORENO MONROY (✉ Ana.MORENOMONROY@oecd.org)

Gareth HITCHINGS (✉ Gareth.HITCHINGS@oecd.org)

Michelle MARSHALIAN (✉ Michelle.MARSHALIAN@oecd.org)

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document ainsi que les cartes qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

